



Déclaration lors du rassemblement au ministère du jeudi 6 février

Des centaines d'enseignants se sont rassemblés ce jeudi 6 février devant le ministère à l'appel de nos organisations syndicales SNES-FSU, SNEP-FSU, CGT Educ'action, SNFOLC, SUD Education de l'académie de Créteil pour exiger que le Ministre cesse enfin de vouloir faire passer en force ses E3C (Epreuves Communes du Contrôle Continu) et décide de les annuler, pour rétablir un vrai bac national avec des épreuves ponctuelles, terminales, nationales, et anonymes.

Dans de très nombreux lycées, élèves, parents et enseignants se sont unis pour faire barrage à la tenue de ces E3C : refus de composer, piquets de grève devant les grilles des établissements, pétitions, lettres ouvertes... par tous les moyens, ils ont exprimé leur rejet de ce bac Blanc local sans valeur, ils ont rejeté des épreuves où, d'un établissement à l'autre, tout serait différent : sujets, conditions de passation, barèmes, exigences de correction, et jusqu'au diplôme que la réussite à ces épreuves permettrait de décrocher !

Les réponses apportées jusqu'à aujourd'hui par le ministère et les rectorats sont provocatrices : menaces de 0/20 collectifs à des milliers d'élèves, menaces de sanctions disciplinaires contre élèves et enseignants... Pire, les arrestations par la police et les gardes à vue se sont multipliées, avec menaces de poursuites judiciaires, à l'encontre du principe démocratique élémentaire du droit à manifester.

En dépit de cette répression inédite, la détermination reste entière : dans combien de lycées a-t-on pu constater que, malgré tout cet arsenal répressif, élèves, parents et enseignants ont maintenu jour après jour leurs revendications, ont maintenu leurs décisions de faire barrage aux E3C ?

A tel point que, dans des dizaines de lycées, malgré les instructions données au niveau rectoral selon lesquelles rien ne devait être repoussé après les vacances d'hiver, les proviseurs ont annoncé le report de ces E3C pour fin février !

Nos organisations syndicales SNES-FSU, SNEP-FSU, CGT Educ'action, SNFOLC, SUD Education de l'académie de Créteil ont sollicité une audience ce jour auprès du ministre pour lui dire solennellement : il est urgent d'entendre les revendications que portent dans l'unité élèves, parents, enseignants. Nous ne voulons pas un report des E3C pour reporter le chaos que le passage en force des E3C entraîne dans nos lycées. Nous voulons l'annulation pure et simple de ces E3C, nous voulons l'abrogation de votre bac local et le retour à un vrai baccalauréat national, avec des épreuves nationales, ponctuelles, terminales, anonymes.

Nous avons sollicité ce jour une audience auprès du Ministre pour lui dire avec toute la gravité nécessaire : nous n'acceptons et nous n'accepterons jamais que vous vous en preniez aux élèves, que vous les menaciez de sanctions, que vous les réprimiez en multipliant gardes à vue et arrestations, alors qu'ils ne font que défendre leur avenir. Nous n'acceptons pas et nous n'accepterons jamais que vous cherchiez à interdire le droit pour les personnels à exprimer démocratiquement, par la grève ou par d'autres moyens d'action, leur rejet de vos réformes.

Monsieur le Ministre nous a fait répondre qu'il ne recevrait pas notre délégation, qu'il renvoyait notre demande au Recteur de Créteil. Mais c'est bien lui, ministre de l'éducation nationale, dont la responsabilité est pleinement engagée pour que le calme revienne dans tous les lycées de notre pays. Ce n'est pas une affaire locale, c'est lui qui doit prendre la seule décision conforme à la démocratie : retirer ses E3C, retirer son bac local, rétablir un baccalauréat national ! Et dans un même mouvement, renoncer avec son gouvernement à son projet de réforme des retraites et à sa volonté de porter un coup fatal à nos statuts.

Monsieur le Ministre, entendez nos revendications :
Ni Bac maison, ni retraite Macron ! Ni pressions ni répression !
Annulation des E3C ! Bac national dans tous les lycées !